Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 1 (1921)
Heft: 3

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes-rendus
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Rezensionen. — Comptes-rendus.

GUSTAV SCHNÜRER, *Die Namen Château-d'Oex, Ogo, Uechtland.* Tiré à part du *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*, t. XLV (Zurich, 1920), pp. 77*—129*.

Chargé de rédiger pour le nouveau *Dictionnaire historique de la Suisse* l'article *Ausicensis (pagus)*, M. Schnürer a été conduit à examiner à nouveau les problèmes que soulèvent l'origine du nom d'Ogo, sa parenté supposée avec celui de Château-d'Oex et le voisinage de l'Uechtland. La documentation de son mémoire est abondante et précieuse. Mais les conclusions qu'il en tire, l'identification des trois noms, l'explication des rapports qu'il établit entre eux, me paraissent en flagrante contradiction avec nos données linguistiques aussi bien qu'avec nos données géographiques et historiques.

I. *Château-d'Oex.* Comme Charles Morel[1], M. S. rejette avec raison la dénomination *castrum in Ogo* de Gingins-La Sarraz et d'Hisely, comme purement conjecturale et sans aucun fondement dans la tradition. Pour expliquer le nom d'Oex, il part du composé Château-d'Oex, dans lequel, selon lui, l'usage de la préposition *de* impliquerait la présence d'un nom de personne de l'époque carolingienne ou rodolphienne. Tout au contraire, l'emploi de cette préposition témoigne de l'antériorité d'Oex comme nom de lieu distinct. Tant que les langues romanes de la Gaule ont gardé quelque vestige de la déclinaison latine, les noms de personne en composition avec des appellatifs s'y joignaient, sous la forme du cas régime, sans préposition, ainsi que le montrent une foule de noms de lieu, comme Montbovon, Vaulruz, Villarbeney, Villarvolard, pour ne pas sortir des limites de l'ancien comté de Gruyère. Les plus anciens documents nous offrent habituellement le nom d'Oex isolé, ou bien combiné avec d'autres appellatifs que *castrum.* Dans le premier en date, la pancarte de Rougemont de 1115, ainsi que l'a déjà relevé son éditeur, M. P. Aebischer, Château-d'Oex est appelé *castel* ou *in castello* tout court[2]. Le nom d'Oex était celui de la contrée

1. *Anzeiger für Schweizerische Geschichte,* N. F., VIII, pp. 416 ss. (non pas « XI, 317 f. »).

2. *Revue Historique vaudoise,* XXVIII (1920), p. 9, n. 6, deuxième alinéa.

où s'est élevé le « château », de la paroisse dont Château-d'Oex était le chef-lieu, de toute la vallée de la Sarine en aval du Vanel et en amont de la Tine. Comme beaucoup d'autres noms de lieu, ce fut sans doute à l'origine un nom de personne; mais il n'était plus reconnu comme tel, lorsqu'on a formé le composé Château-d'Oex.

Oex, lit-on dans le *Nouveau Dictionnaire historique du Canton de Vaud*, « paraît être identique au gentilice *Otius*, d'où peuvent être dérivés le nom d'Oisy, en France, et celui d'Eysins. » En se ralliant à l'opinion que j'exprimais en ces termes, M. S. la modifie de telle façon que le père se voit obligé de désavouer son enfant, changé en nourrice[3]. « Dérivé (écrivais-je à l'article *Eysins*) ... de l'un des gentilices *Osius* ou *Otius*, probablement contenu dans le nom de Château-d'Oex. » Le singulier « contenu » ne se rapporte qu'à *Otius*, parce qu'à mes yeux le *z*, constant dans les anciennes mentions *Oiz*, *Oyz*, *Oz*, *Uyz*, *Oez*, *Ez*, est incompatible avec l'*s* d'*Osius*[4]. Négligeant cette distinction, que j'aurais dû marquer plus nettement, M. S. ne fait aucune différence entre les deux gentilices, dont le premier ne convient qu'à Eysins et le second seul à Château-d'Oex. Il n'a pas non plus remarqué que la dénomination d'un lieu d'après un gentilice romain nous fait, en règle générale, remonter fort au-delà des siècles où il place l'origine de Château-d'Oex, jusqu'à l'époque gallo-romaine. A partir des invasions barbares, la plupart des noms de personne romains sont tombés en désuétude et les seuls conservés sont ceux qui avaient été portés par des saints devenus populaires. Dans une note, M. S. rapproche de l'*Otius* romain un *Ozzius*, « fundator», qui figure dans l'obituaire du couvent d'Ossiach, en Carinthie, et qui serait mort en 689. Ce personnage n'est peut-être qu'un éponyme fabuleux, inventé pour expliquer le nom d'Ossiach[5]. Mais celui d'*Ozzi* n'est pas inconnu à l'onomastique germanique[6] et mérite d'être pris désormais en considération pour l'étymologie de Château-d'Oex. L'absence de vestiges romains au Pays-d'Enhaut donne à penser qu'il n'a été colonisé qu'au moyen âge; mais ce pouvait être auparavant

3. Du même coup l'infortuné père a été dépouillé de sa paternité par une erreur de M. S., qui attribue à M. Mottaz les notices onomastiques dont je suis l'auteur.

4. Les formes en *s* citées aux pages 82* et 83* ne proviennent pas de textes originaux. La mention *Oys* de 1238 (p. 82*, n. 1) est erronée: le texte imprimé donne *Oyz*. Le *z* est également incompatible avec la plupart des noms, romains ou germaniques, proposés par M. Aebischer (art. cité, premier alinéa).

5. Voir les observations qui précèdent le texte de l'obituaire, au t. II des *Necrologia Germaniae*.

6. Foerstemann, art. AUD.

une propriété en forêts et en pâturages d'un Gallo-Romain établi sur le cours inférieur de la Sarine, dans la région des *fundi* de Pringy, d'Epagny, d'Avry-devant-Pont, ou plus loin encore.

II. *Ogo*. Ce nom apparaît pour la première fois en 1040, sous la forme *Osgo*. Au dixième siècle on trouve à deux reprises, dans les mentions *in pago ausicense* (929) et *in valle ausocense* (975), un adjectif dérivé par le suffixe *-ensis*, qui se joint souvent aux noms de lieu pour former des ethniques, mais jamais à des noms de personne. A l'aide de ces mentions, nous pouvons donc reconstituer un nom de lieu que leurs scribes eussent probablement écrit **ausicum* ou **ausocum* et qui, toutes réserves faites concernant la prononciation contemporaine, se continue aussi légitimement dans *Osgo* et *Ogo* que *sanctus Cyricus* dans Saint-Cergue (en patois vaudois *sen frougo*). Le suffixe *-icus* sert en latin à dériver de noms géographiques de toute espèce des adjectifs ethniques et des noms de pays. Le gentilice *Osius*, devenu le nom du pays d'Oex, aurait, par conséquent, offert à M. S. une explication en apparence plausible d'Ogo, tandis que ni *Otius* ni *Ozzius* ne s'accordent bien avec les formes latines et romanes de ce nom. De bonne heure tombé en désuétude, le suffixe *-icus* ne s'ajoute pas à des noms germaniques. Un dérivé **ot-icum* aurait eu le sort de *viaticum* ou *haereticum*, devenus en patois *yâdzo* et *èrèdzo* ; si le *t* avait été palatalisé par l'*i* suivant, il aurait sans doute abouti à *is*. Je m'excuse d'entrer dans ces détails, sans lesquels la réfutation des erreurs passées risquerait d'en provoquer de nouvelles [7].

Comme s'il eût prévu ces objections, l'auteur nous propose, pour aller d'Oex à Ogo, une autre voie, une voie détournée, le long de laquelle se présentent des obstacles qu'il n'a pas soupçonnés. Selon lui, de la forme allemande Oesch du nom d'Oex, on aurait formé un composé *Oeschgau*, qui, dans la bouche des populations alémaniques limitrophes de la basse Gruyère, aurait servi à dénommer cette contrée, puis aurait été adopté par leurs voisins de langue romane et adapté à leurs habitudes de prononciation sous la forme Osgo. Cette hypothèse ne tient compte ni des formes du dixième siècle, ni de la diphtongue primitive d'*Oiz* et d'*Oesch*, à laquelle répond mal le premier *o* d'Ogo, ni de la palatalisation gallo-romane du *g* de *gau*, que nous observons dans le nom de l'Ajoie (Elsgau), ni (pis encore) des règles de l'accentuation des langues néo-latines. Les composés germaniques passés dans ces langues sont toujours accentués

7. Je remarque à ce propos que l'étymologie proposée pour les noms d'Echichens et d'Eschiens (p. 89*) est inacceptable et que Broc (p. 100*) ne saurait être l'allemand *brücke*.

sur le second élément, tandis que dans Ogo c'est la première syllabe qui porte l'accent.

Le nom d'*Oeschgau* est, d'ailleurs, aussi conjectural, aussi irréel que le *castellum in Ogo* de Gingins et d'Hisely. La forme Oesch elle-même n'apparaît pas avant le quinzième siècle et, si elle existait déjà au dixième, devait avoir à cette époque une physionomie différente, plus rapprochée de son modèle roman *Oiz*. Enfin, de même que les noms d'Oex et d'Oesch sont strictement limités au Pays-d'Enhaut, celui d'Ogo n'appartient qu'à la région située en aval du défilé de la Tine jusqu'à Pont et Vuisternens, et plus spécialement à la basse Gruyère. La circonscription ecclésiastique du doyenné d'Ogo embrassait les paroisses de Château-d'Oex et de Gessenay; mais l'usage civil, l'usage commun n'a jamais étendu ce nom au-delà des limites que j'indique, sauf peut-être une seule fois, dans un document rédigé à Ollon et attribué par Hidber aux alentours de l'an 1200, dans lequel il est question, en termes vagues, des pâturages situés « inter Ogo et terram de Chablais super Ormont et Lasur »[8].

III. *Uechtland.* Pareillement, l'identification de ce nom avec celui d'Ogo paraîtra fort arbitraire à quiconque sait que la Gruyère ou l'Ogo n'a jamais été appelé en allemand Uechtland, ni l'Uechtland en roman Ogo. Un malin hasard veut que la plus ancienne mention, en 1082, de localités situées « in pago qui dicitur *Ohtlanden* » concerne des villages tout proches de l'Ogo. Néanmoins, la limite est demeurée immuable entre les deux dénominations, qui ne se recouvrent ni ne se confondent jamais. Je ne suis pas assez versé dans la connaissance des dialectes alémaniques pour discuter les très ingénieuses raisons par lesquelles M. S. essaie d'expliquer le passage supposé de la forme romane à la forme germanique et les modifications successives de celle-ci par contamination et par *umlaut*. Quand même de plus compétents que moi s'y rangeraient, l'objection préjudicielle subsisterait dans toute sa force. L'histoire postérieure du nom de l'Uechtland, l'extension géographique qu'on y a donnée, la formation du nouveau nom de Nuithonie par agglutination de la préposition *in*, les fables érudites du peuplement de cette contrée par les *Nuithones*, tout cela est d'un vif intérêt et constitue la partie la plus solide du mémoire de M. Schnürer.

La mention de 1082 est-elle bien la plus ancienne? Dans un acte rédigé entre 1001 et 1022, le roi Rodolphe III, avec l'assentiment de son frère Bouchard, archevêque de Lyon et

8. *Diplomata helvetica varia*, n° 100 (à la fin du t. II du *Schweizerisches Urkundenregister*), d'après une copie notariée dont l'éditeur n'indique pas la date. *Lasur*, *Joria* ou *Sylva* est un ancien nom d'Ormont-Dessus.

abbé de Saint-Maurice, accorde aux frères Sendiadus et Muchardus « quandam terram sancti Mauricii . . . duo mansa in macosogo iacentia », en échange de « quandam terram sui iuris coniacentem in otolanda, in loco qui dicitur rausetus[9]. » Dans ce nom d'*otolanda* qu'on n'a pas identifié jusqu'à présent, je n'hésite pas à reconnaître l'*Ohtlannden* de 1082, l'Uechtland postérieur. Celui de Rosey ou Rosay est trop fréquent pour qu'on puisse identifier le lieu dit *rausetus*. L'existence d'une station de chemin de fer à Rosé, dans la commune d'Avry-sur-Matran, n'est pas un titre de préférence suffisant. Je serais bien tenté de rechercher dans l'énigmatique *macosogo* l'ablatif ...*iaco* du nom d'une localité située en Ogo ; mais il faut supposer un état de corruption du texte qui laisse place à trop d'hypothèses. Une forme *osogo* s'accorderait bien avec la *valle ausocense* de 975. Le rapprochement des deux noms qu'a voulu identifier M. S. ne manquerait pas de piquant et le recul dans le temps de celui de l'Uechtland me paraît nettement défavorable à la thèse qu'il a soutenue avec plus d'érudition que de bonheur.

Genève. Ernest Muret.

OTTO HESS : *Die fremden Büchsenmeister und Söldner in den Diensten der eidgen. Orte bis 1516.* Phil. Diss. Zürich 1920. 97 Seiten.

Die vorliegende Arbeit zerfällt in zwei Teile, die unter sich nur lose verbunden sind, Büchsenmeister und Söldner im Dienste der Eidgenossen. Der Verfasser fühlte sich zu dieser Teilung veranlaßt, „als die Materialien für die Büchsenmeister einen solchen Umfang annahmen, daß sie die Einheitlichkeit des Ganzen für die Darstellung erschwerten.“ Die Arbeit ist bis zur Epoche

9. *Historiae patriae Monumenta, Chartarum* t. II, n° 57, col. 71, d'après un cartulaire attribué au XIVe siècle. Encore prévôt de l'abbaye de Saint-Maurice en l'an 1000, l'archevêque Bouchard paraît avoir été élevé en 1001 à la dignité d'abbé. Anselme, évêque d'Aoste, qui lui succéda comme prévôt et qui figure en cette qualité dans notre document, y était remplacé à son tour par un autre Bouchard en 1021 ou 1022, comme il ressort d'une pièce datée de la 29e année du règne de Rodolphe III (H. P. M., II, n° 95, col. 115).

Dans une autre pièce du même cartulaire (ib., n° 60, col. 72), datée du règne de Conrad et, par conséquent, antérieure au 19 octobre 993, le même Bouchard, archevêque de Lyon depuis 979 et prévôt de Saint-Maurice (non pas encore « abbé », comme il est qualifié par erreur dans le *Regeste fribourgeois*, pp. 3-4), reçoit en échange d'autres terres deux manses situés à *Roda*, « in pago waldense ». M. S. en infère que Riaz, plus tard *Rota* ou *Rua in Ogo*, ne faisait pas encore partie à cette date du *pagus* d'Ogo. Supposition fort invraisemblable, puisqu'en 929 les villages environnants de Vuadens, Marsens et Maules étaient déjà compris « in pago ausicense » (*Reg. frib*, p. 2) ! *Roda* « in pago waldense » doit être Rue.

des ewigen Friedens mit Frankreich fortgeführt, einer Zeit, die schwerwiegende Umwälzungen im eidgenössischen Geschützwesen brachte.

Neben der Darstellung des Referenten[1]) in den Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich wird hier zum ersten Mal die Frage der auswärtigen Büchsenmeister eingehend behandelt und das Material über die fremden Söldner im Gebiete der nachmaligen XIII alten Orte sozusagen vollständig vorgeführt. Nach dem Vorwort begann Heß seine Materialiensammlung im S.-S. 1917, als der Referent die seine über das gesamte Geschützwesen, die Büchsenmeister inbegriffen, bereits abgeschlossen hatte. Es ist schade, daß hier der gleiche Stoff in seinem ganzen Umfang zweimal bearbeitet wurde, indem der Verfasser der Büchsenmeister durch seinen Lehrer Prof. Dr. W. Oechsli zu spät Kenntnis von der Arbeit des Referenten erhielt. Viel vergebene Mühe wäre Heß erspart geblieben. Doch nun dienen die beiden Arbeiten sich gegenseitig zur Kontrolle und da muß gesagt werden, daß Heß das Quellenmaterial erschöpfend behandelt hat; die Hauptquellen fließen nur aus den Städteorten, während sie für die „Länder" völlig versagen. Die Durchsicht der Akten in den Staatsarchiven ergab einige Büchsenmeisternamen mehr, wie in der „Entwicklung des Geschützwesens etc." angeführt werden, doch hatten diese Meister keinen besonderen Einfluß auf den Werdegang der eidgenössischen Artillerie.

Im ersten Teil schildert der Verfasser die Aufgabe der Büchsenmeister im allgemeinen. An Stelle der Instruktion über die Kunst des Büchsenschießens nach dem nichtschweizerischen „Streyd-Puch etc." wäre es vielleicht anschaulicher gewesen, aus dem Inhalt der im Verlauf der Arbeit mehrfach zitierten Büchsenmeisterverträge mit den einzelnen Orten die Stellung und die vom „magister pixidum" geforderten Kenntnisse herauszuarbeiten. Nachdem auf die Büchsenmeister im Dienste mehrerer Orte eingegangen wurde, wird ihre Tätigkeit in Zürich, Bern, Luzern, Freiburg, Solothurn und Basel untersucht; den andern Orten gegenüber versagen die Quellen in Bezug auf fremde Geschützmeister.

Der Quellennachweis, welchen der Verfasser leistet, zeigt uns, daß Heß in den ungedruckten Quellen, die aus den Staatsarchiven der oben genannten Orte stammen, wohl alles ausgezogen hat, was sich auf die fremden Büchsenmeister bezieht. Auch die gedruckten Quellen, sowohl die amtlichen wie die nicht

[1]) Mitt. B. 28. Zürich, Beer, 1918/20. E. A. Geßler: Die Entwicklung des Geschützwesens in der Schweiz von seinen Anfängen bis zum Ende der Burgunderkriege. S. besonders: S. 237/48, 279, 297/98, 310/12.

amtlichen (Chroniken etc.), sind in dieser Arbeit sehr gut verwertet, ebenso die hauptsächlich benützte Literatur. Daß Heß bei seiner Darstellung nicht nur die fremden Büchsenmeister behandelt, sondern auch auf die einheimischen zurückgreift, ist klar. Im allgemeinen möchte man wünschen, daß die Quellenstellen, besonders die Büchsenmeisterverträge, jeweils in ihrem ganzen Wortlaut angeführt würden. Manche Bemerkung, die vielleicht dem Autor nicht wesentlich scheint, oder von ihm aus dem Zusammenhang gerissen zitiert wird, ist für den Fachmann, hier für den Kenner des Geschützwesens, sehr wichtig. So muß dann später die Quelle wieder neu aufgesucht werden, was gerade bei Auszügen aus ungedrucktem Material nicht nur zeitraubend, sondern oft geradezu unmöglich wird. Angenehm wäre auch, nachdem die Büchsenmeister in jedem der oben genannten Orte behandelt worden sind, daß am Schlusse jedes dieser Abschnitte eine kurze Zusammenfassung gegeben würde, die uns klarlegt, woher diese Meister stammten, dann die Soldverhältnisse, die Art der Anstellungsverträge und die Resultate ihrer Tätigkeit. Hier sollen noch ein paar kleine Bemerkungen und Richtigstellungen zum ersten Abschnitt dieser Dissertation beigefügt werden.

Zu S. 4. Über das Zusammenwirken der Artillerie verschiedener Orte s. Zeitschrift für Schweizerische Geschichte, I. Jahrg., S. 53, Kritik zu J. Steinemann, Reformen im bernischen Kriegswesen etc., S. 55.

Zu S. 7. Die 15 Schützen aus Freiburg i. Br. 1443 sind Handbüchsenschützen, keine Büchsenmeister.

Zu S. 9. Tarras ist kein Schießzeug, sondern eine Feldbefestigung, wohl aber der „Igel".[2]) Wichtig wäre gewesen, den ganzen Anstellungsvertrag des Burckart Sproß von 1497 kennen zu lernen.

Zu S. 11. Neben Meister Klaus von Konstanz war noch dessen Bruder tätig.

Zu S. 31. Die 1443 in Solothurn vorhandenen Büchsen, die frisch angestrichen werden mußten, waren wohl keine Feuerwaffen, sondern Läuferbüchsen; übrigens ein verzeihlicher Irrtum.[3])

Zu S. 35. 1389—99 war in Basel ein Büchsenmeister Arnold tätig, 1399—1400 ein Heinrich von Zürich und 1403 bis 1404 Meister Engellin.

Zu S. 43. 1491 erfolgten Neu- und Umgüsse der Basler Artillerie.[4])

[2]) Vergl. „Das Sturmfäßlein", eine merkwürdige Feuerwaffe, E. A. Geßler, Zeitschrift f. hist. Waffenkunde, B. VII, S. 224. Dresden. 1915/17.

[3]) S. Mitteil. d. ant. Ges., B. 28, S. 219/20 w. o.

[4]) Vergl. Beiträge z. altschw. Geschützw. w. o., S. 59.

Zu S. 45. Es handelt sich bei dem Vertrag vom 17. Dezember 1513 um den Meister Jörg von Guntheim, der einzige Büchsenmeister dieser Zeit, von dessen Lebensumständen wir genauer unterrichtet sind. Dem Verfasser scheint die Literatur darüber teilweise entgangen zu sein.[5])

Der zweite Abschnitt des Autors behandelt die Söldner. Wir sind gewohnt, als solche Eidgenossen in fremden Diensten zu treffen; hier finden wir nun, wie beim vorigen Abschnitt auf gleicher Grundlage aufgebaut, was wir von Söldnern im Dienste der eidgenössischen Orte bis 1516 ermitteln können. Das Geschützwesen bei den Eidgenossen kam von außen herein, die fremden Geschützmeister waren in der überwiegenden Mehrzahl Süddeutsche. Auch die Reiterei war bei den Eidgenossen im großen Ganzen nicht bodenständig. Die Zahl derer, welche Dienst zu Pferde tun konnten, war verhältnismäßig gering. Daher wurden zur Vermehrung der Zahl der Reisigen auswärtige Herren und Knechte angenommen und für ihren Dienst bezahlt. Auch hier deckte Süddeutschland meist den Bedarf. Heß definiert den Begriff „Söldner", die Quellen lassen drei Abteilungen erkennen: Einheimische Freiwillige, Stellvertreter einzelner Personen und Fremde im Dienste einzelner oder mehrerer Orte. Wir erhalten Auskunft über diese Söldner, die ihren Dienst meist zu Pferde taten, aus Zürich, Bern, Luzern, Freiburg, Solothurn, Basel und St. Gallen. Wir finden in Zürich solche seit 1337 bis um die Mitte des 15. Jahrhunderts. Für diese Söldner in Zürich galt wie in den anderen Orten der heutigen Eidgenossenschaft der Satz des Verfassers: „Mit dem Aufblühen der Stadt und mit dem Anwachsen der Bevölkerungszahl bediente es sich für seine Züge mehr und mehr der eigenen Leute und in gefahrvollen Zeiten stellte es Fremde in seine Reihen, die es durch unentgeltliche Verleihung des Bürgerrechtes belohnte." Ausnahmsweise wurden auch Fußtruppen in Sold genommen, so von Bern im Laupenkrieg 1339 Hilfskräfte von Uri, Schwyz und Unterwalden. Während diese Söldner bei den meisten Orten aus Reisigen bestanden, finden wir bei Bern großenteils nur Fußknechte. Bern war der einzige Stand, der über genügend eigene Reiterei verfügte. In Luzern finden wir fremde Söldner im Sempacher- und im Burgunderkrieg. Freiburg und Solothurn nahmen solche ganz selten in Anspruch. Am meisten Söldner hingegen verwendete Basel

[5]) Vergl. Beiträge zum altschweiz. Geschützwesen, die großen Geschütze aus dem Zeughausbestand der Stadt Basel, E. A. Geßler, Ztschr. w. o., B. VI, S. 56 ff., ferner desgl. B. VIII, S. 281. O. Winckelmann, Der Glocken- und Büchsengießer Georg von Guntheim von Straßburg. Letztere, allerdings erst 1920 erschienene Arbeit, konnte der Verfasser wohl kaum mehr benützen.

im 14. und 15. Jahrhundert. Der Verfasser gibt, an, daß die ersten sicheren Spuren ins Jahr 1365 zurückgreifen. Die Stadt mußte aber bedeutend früher Reisige in ihren Dienst nehmen. Basel war schon 1326 durch sein Bündnis mit Straßburg und Freiburg verpflichtet, diesen Städten auf erste Mahnung 40 Helme oder Gleven von je drei Pferden, also 120 Reisige, zu senden. Wegen der Verhältnisse der baslerischen Söldner sei hier auf eine Arbeit von August Bernoulli: „Die Organisation von Basels Kriegswesen im Mittelalter“ [6]) hingewiesen, welche über diese Verhältnisse wertvolle Ergänzungen zu den Ausführungen des Verfassers liefert. Aus dem Stadthaushalt Basels erhalten wir wohl das klarste Bild über das fremde Söldnerwesen bei den Eidgenossen. Außer dem, was Bernoulli beibringt, sind die Basler Quellen restlos ausgenützt. Als Beilage wird noch ein äußerst interessanter Vertrag der Stadt Basel mit einer Söldnertruppe, wohl aus dem Anfang des 15. Jahrhunderts, zum ersten Male veröffentlicht. Gerade diese Beilage zeigt, wie wichtig es gewesen wäre, auch andere im Text angeführte Quellen dieser Art in extenso zu bringen.

Die Arbeit von Heß zeugt von einer überaus gewissenhaften Ausnützung der Quellen und gibt in ihrem zweiten Teile reichen Aufschluß über ein bis jetzt noch nie im Zusammenhang bearbeitetes Gebiet der schweizerischen Geschichte.

Zürich. Dr. E. A. Geßler.

THEODOR WEISS: *Jakob Stämpfli. Ein Bild seiner öffentlichen Tätigkeit und ein Beitrag zur neueren bernischen und schweizerischen Geschichte.* Erster Band. Bern, Verlag von Ferd. Wyß. 1921. 572 Seiten.

Es ist ein alter Wunsch der Berner, eine Lebensschilderung Jakob Stämpflis zu haben. Bundesrichter Theodor Weiß, ein Enkel Stämpflis, hat es unternommen, ihn zu erfüllen. Dabei standen ihm neue wertvolle Quellen, vor allem der Nachlaß des Regierungsrats Dr. R. Schneider, eines Freundes Stämpflis, zur Verfügung. Das Tagebuch Schneiders ist für einen Stämpflibiographen geradezu ein Glücksfall, worauf der Verfasser im Vorwort nachdrücklich aufmerksam macht.

Die Darstellung ist breit gehalten. Die erste Lieferung geht mit 364 Seiten nur bis 1850. Den größten Teil beanspruchen die Sturmjahre 1846—50. Der Verfasser ist bemüht, den Stoff von allen Seiten heranzuziehen und unparteiisch, in ruhigem Ton zu verwenden. Nicht der Enkel, sondern der unbefangene Ge-

[6]) Basler Zeitschrift f. Geschichte u. Altertumskunde, B. 17, 1918, S. 120.

schichtschreiber soll die Feder führen. Diese Absicht gelingt freilich nicht immer. Die Gegner werden zwar nicht geschmäht, aber die Härten Stämpflis gemildert. So wird der peinliche Zusammenstoß Stämpflis mit Oberst Ziegler wegen der Militärkapitulationen nur gestreift; sein Anteil an dem sardinischen Bündnisvertrag und den lombardischen Werbungen von 1848 erscheint verundeutlicht. Stämpfli trat für das Bündnis ein und ging in der lombardischen Sache nach Schneiders Tagebuch weiter, als er durfte. Die Einwände der Regierungsgegner werden vom Verfasser nicht immer in ihrer Schwere erfaßt. Er setzt einen der gewichtigsten, die Religionsgefahr, in Anführungszeichen, während die Mißhandlung der Geistlichkeit im Zellerhandel, die Lästerungen der radikalen Presse von einer Eindeutigkeit waren, die keine Anführungszeichen duldet. Der Verfasser wägt auch die Vorwürfe gegen Stämpflis Finanzverwaltung nicht ab, sondern erteilt Stämpfli einfach das Wort zu einer großen Verteidigungsrede. Das ist nicht historische Methode. Es ist nicht zu zweifeln, daß es dem jungen Stämpfli an Vorsicht und Geduld fehlte, das grundsätzlich Richtige richtig durchzuführen. Der Wert einer Biographie besteht nicht darin, daß sie Fehler und Irrtümer übergeht, sondern daß sie das Einzigartige, das Natur und Schicksal dem großen Manne mitgegeben haben, ins helle Licht setzt. Aber gerade hier versagt die vorliegende Biographie, weil ihr die richtigen Verhältnisse fehlen. Die Darstellung der bernischen Dinge ist für eine Stämpflibiographie zu breit geraten und doch wieder nicht vollständig genug für eine bernische Geschichte von 1846—50. Wichtige Angelegenheiten, so die Beziehungen zu Freiburg, über die gerade der Nachlaß Dr. Schneiders eigenartige Belehrung erteilt, werden nicht behandelt. Es wird überhaupt zu wenig zwischen Wichtigem und Unwichtigem unterschieden. Wozu den Streit des Verfassungsrates mit der konservativen Kasinoversammlung über 25 Seiten ausspinnen mit den Ordnungsreden der Freischärler, die man doch nur betreten lesen kann? Wozu die Verhandlungen des Verfassungsrats bis in die Einzelheiten verfolgen? Ein paar Proben hätten genügt, um den heftigen und befangenen Charakter des Rates zu kennzeichnen. In all dem Kleinen und Kleinlichen kommt die große, schöpferische Tat Stämpflis, die Finanzreform, sein Eigenstes, mit dem er dem sozialen Gedanken in Bern zum Durchbruch verhalf, nicht zur Geltung und Würde.

Immerhin hat die vorliegende Arbeit den Wert, daß sie ein wichtiges Stück bernischer Geschichte gibt. Doch das erwartete man von ihr nur nebenbei; vor allem sollte sie die Eigenart Stämpflis erschließen. Doch man wird schon von der Anlage des Werks enttäuscht. Ein Biograph muß sich darüber im

klaren sein, welches Ausmaß er seinem Helden mitten in seiner Umwelt geben will. Gewöhnlich wird das Format zu groß gegriffen. Hier ist ausnahmsweise das Gegenteil geschehen. Stämpfli taucht nur gelegentlich in der Flut der Reden, Zeitungsartikel und Geschehnisse auf; er ist daher in der Darstellung zu nebensächlich und klein geraten. Und dann bleibt die Untersuchung an der Oberfläche Stämpflis haften, statt in seine Tiefe zu zielen. Dieses aber ist unbedingt notwendig, wenn sein Andenken bei der Nachwelt nicht leiden soll. Denn der unbefangene Beurteiler darf nicht vergessen, wie viel von Seiten der Bildung Stämpfli vorzuwerfen ist, so seine Gefühllosigkeit gegen Kunstaltertümer, seine Mißachtung Gotthelfs, sein Verkennen der Überlieferung. Eben deshalb müßte seine Tiefe ermessen, müßten die geheimen Quellen seiner Kraft aufgespürt werden; noch mehr, sein Fall könnte zur Allgemeinheit erhoben, es könnte nachgeprüft

den Verfasser besonders schwer zu schildern sein; er hat die Schwierigkeiten nicht gemeistert. Es wird noch deutlicher, wie nah er jener Zeit verwandt ist, deutlicher auch die innere Flauheit gegen die Sünden des Radikalismus. Anstatt über den wilden Parteistreit zu Gericht zu sitzen, die Zeugen abzuhören und sie zurechtzuweisen, wenn sie ungebärdig werden, erteilt er der Berner Zeitung immer das Wort, der gegnerischen Presse mit Vorliebe nur an den für sie unvorteilhaften Stellen. Er setzt die Urteile der Berner Zeitung als Sprüche der Geschichte, ihre Angaben als Tatsachen. So erklärt er mit ihr, die Radikalen hätten bei den Großratswahlen von 1854 eine kleine Mehrheit erhalten; die Konservativen behaupteten das Gegenteil, und der Ausfall der Regierungsratswahlen gab ihnen Recht.

Der Verfasser entsetzt sich über die Hetze der konservativen Presse gegen Stämpfli; aber er schreibt kritiklos der Berner Zeitung, um nur eines zu nennen, die unerhörte Anschuldigung nach, die Stämpfli 1851 bei den Nationalratswahlen gegen die Konservativen erhob, sie wollten Neuenburg an Preußen verhandeln. Gewiß war die Unfähigkeit, dem Gegner Anständiges zuzutrauen, damals in hohem Maße ausgebildet; aber in dem Wettlauf der größern Anklagen kam Stämpfli doch wiederholt bedauerlich in den Vorsprung. Er warf den Patriziern als Entgegnung auf ihre Angriffe gegen seine Finanzverwaltung vor, sie hätten 1798 Millionen aus dem bernischen Staatsschatz entwendet, und beschwor damit den Schatzgelder- und Dotationshandel herauf. Der Verfasser verzichtet darauf, die Vorgeschichte des Streites zu geben und die Falten umzuwenden, mit der Begründung, das gehöre nicht in seine Darstellung. Doch, gerade das war seine Aufgabe; denn Stämpfli ist für diesen Handel verantwortlich. Der Verfasser benützt denn auch die Hauptquelle, die Denkwürdigkeiten Gottlieb Jenners, nicht, sondern gibt Zeitungsausschnitte und Reden von 1851, die mehr Dunkelheit als Licht verbreiten. Er sieht zwar die Unhaltbarkeit der Anklage ein, möchte aber doch den guten Glauben für Stämpfli retten. Wir können ihm nicht so weit folgen. Stämpfli mußte bei seiner großen Verstandeskraft die Willkür, die Leichtfertigkeit und Lückenhaftigkeit seiner Beweisführung erkennen; sonst würde er nicht die bedenkliche Entschuldigung vorgebracht haben: hätten die Konservativen seine Finanzgebarung nicht angegriffen, so würde er die Schatzgeldergeschichte haben ruhen lassen. Sie gehört zum Heillosesten, was er angestellt hat; denn von da an ließen sich weite Kreise des Bernervolkes die Überzeugung nicht nehmen, daß die Patrizier Diebe seien. Darum darf sich die Geschichte hier ihrer strengen Pflicht nicht entziehen, sie muß die

Demagogie Stämpflis feststellen. Auch das Seitenstück dazu, die Veröffentlichung des Gotthelfbriefes „Ich Kamel an Dich Kamel", wird vom Verfasser so beurteilt, daß Zweifel an seiner Befangenheit nicht möglich sind. Die Art, wie sich Stämpfli diesen Brief verschaffte, ihn mißdeutete und mißbrauchte, ist nicht zu entschuldigen. Der Verfasser aber spricht von einer Rechtfertigung, von Tränen Stämpflis. Die Geschichte zählt diese Tränen nicht; denn noch wochenlang setzte Stämpfli das unglückselige „Ich Kamel an Dich Kamel" hohnvoll an die Spitze der Berner Zeitung. Auch die Werturteile, die Stämpfli damals über den Schriftsteller Gotthelf fällte, wenden sich heute gegen ihn. Nun kann ein Staatsmann Bedeutendes leisten, ohne literarische Bildung und Geschmack zu besitzen. Wenn er sich aber auf dieses Gebiet begibt, so muß er gewärtigen, daß er sich bloßstellt. Auch das hat sich Stämpfli nicht erspart. Für uns Berner ist es ein großes Leid, daß diese beiden Männer nicht füreinander geschaffen waren; das hätte im Buch deutlicher werden sollen.

Das Eigentümliche an dieser Zeit aber ist, daß Stämpfli an der konservativen Regierung tadelte, was er als Regierungsmann selbst getan hatte. So griff er das Blöschregiment an, weil es ein Glückwunschschreiben der französischen Regierung ohne Vermittlung des Bundesrates annahm, während er doch selber 1849 dem Vertreter der Republik Ungarn insgeheim Geld aus der bernischen Staatskasse anerbot und gab. Ähnlich in der Frage der politischen Truppenaufgebote. Stämpfli hatte eine Schwäche dafür, der er als Regierungsmann rasch nachgab, wenn er einen Aufstand nur vermutete; in der Opposition griff er die Regierung auch dann an, wenn sie Truppen zur Unterdrückung von wirklich ausgebrochenen Aufständen aufbot. Die Machtmittel des Staates, von denen er in der Regierung einen ausgiebigen Gebrauch gemacht hatte, ließen ihm in der Hand der Gegner keine Ruhe. Auf solche Widersprüche geht der Verfasser nicht ein.

Die Sprache des Buches ist alltäglich und sorglos; sie gibt das erhöhte Leben, das in einem bedeutenden Mann und um ihn vorhanden ist, nicht wieder. Die Darstellung läßt die Geschlossenheit vermissen, die das Dasein Stämpflis ausmachte; sie verflacht oft zur bloßen Stoffsammlung. Der Verfasser kann uns weder über die Größe, noch über die Fehler Stämpflis genügend Rechenschaft geben.

Eine Biographie Stämpflis ist nicht nur ein Stück Fachliteratur; denn das Andenken eines großen Mannes gehört zu den geistigen Gütern eines Volkes, und der Ausfall einer solchen Biographie geht die Kultur an.

Bern. R. Feller.